CONJONCTURE MONDIALE

Sombre scénario

La zone euro se prépare à la récession, le modèle chinois est remis en question. Avec une croissance attendue de 6 % en 2012, **l'Afrique peut profiter de cette situation morose** pour se repositionner sur l'échiquier économique.

CHRISTOPHE LE BEC



ÉLODIE GREGOIRE/REA

▲ La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, au sommet européen de Bruxelles du 9 décembre.

Les sommets de l'Union européenne (UE) se succèdent, sans parvenir à rassurer les marchés. Ni le renforcement – de 440 milliards à 1 000 milliards d'euros – du Fonds européen de stabilité financière (FESF, destiné à jouer les pompiers auprès des pays en difficulté), ni l'adoption, le 9 décembre à Bruxelles, de règles budgétaires communes aux 17 États de la zone euro ne semblent suffisants.

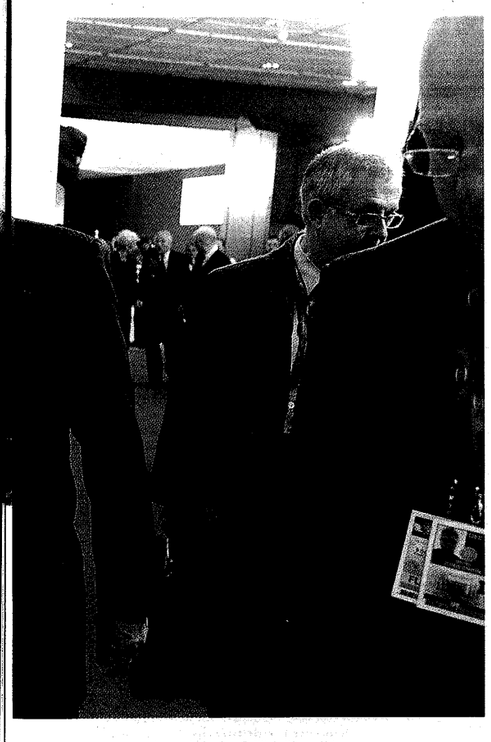
À peine ce dernier accord était-il annoncé que l'agence américaine de notation Moody's déplorait « l'absence de mesures décisives pour stabiliser les marchés à court terme », laissant entendre que la France, mais aussi les Pays-Bas ou l'Allemagne ne sont plus à l'abri d'une dégradation de leur fameux « AAA » qui leur permet d'emprunter à des taux bas. Une dégradation qui grèverait encore plus leur marge de manœuvre pour relancer leurs économies.

EUROPE **CROISSANCE GELÉE**

Selon la plupart des analystes, la messe est dite : « Si l'Europe n'est pas encore en récession fin 2011, tous les baromètres indiquent qu'elle y entrera au premier trimestre 2012 », estime Paul-Harry Aithnard, directeur de la recherche du groupe Ecobank. Pour lui, l'année qui vient marquera « le début d'une décennie de stagnation des économies européennes, à l'image de celle qu'a connue l'Asie du Sud-Est en 1997 ». Or la crise de cette dernière avait divisé par trois les crédits accordés, fait exploser l'inflation et entraîné une récession dramatique (– 13,1 % en Indonésie et – 10,5 % en Thaïlande en 1998).

L'économiste marocain Camille Sari, spécialiste en finance internationale, n'est guère plus optimiste : « On est entré dans un cercle vicieux : chaque sommet européen promet plus de rigueur, mais les mesures adoptées ne peuvent pas avoir d'effet à court terme, donc ne rassurent pas les marchés. En revanche, elles risquent d'avoir un effet négatif sur la consommation, déjà en stagnation depuis l'été, et sur les investissements des entreprises. Il ne faudra pas grand-chose pour que la zone euro bascule. » Signe qui ne trompe pas, le chômage a recommencé à monter depuis juin 2011 dans l'union monétaire, alors qu'il était stable (autour de 10 %) depuis juin 2009.

Personne ne croit plus au 1,8 % de croissance annoncé pour la zone euro en 2012 par le Fonds monétaire international (FMI) en octobre. Les chiffres de l'institution de Bretton Woods ont fondu comme neige au soleil : début décembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne prévoyait plus que 0,2 % de croissance pour les 17 pays de la zone.



CHINE **LÉGER REFROIDISSEMENT**

Tous les regards sont désormais braqués sur la Chine, qui tire jusqu'à présent l'économie mondiale (9,5 % de croissance en 2011). « Nous prévoyons une réduction de la croissance chinoise à 8 %, mais pas un atterrissage brutal », anticipe Paul-Harry Aithnard. Un chiffre avancé aussi par Richard Fox, analyste à l'agence de notation Fitch : « L'empire du Milieu saura faire preuve d'une bonne adaptabilité, en alliant comme à son habitude dirigisme et décentralisation, tout en maîtrisant l'inflation. »

Mais les derniers chiffres de la production industrielle chinoise, qui progresse moins vite (+ 12,4 % en novembre, le niveau le plus bas en deux ans), ont refroidi les ardeurs de certains analystes, pour qui le pays a atteint un palier de croissance. La banque britannique HSBC relève « une demande intérieure qui faiblit et une demande extérieure qui ne peut que baisser ».

La Chine, usine du monde, reste très dépendante de ses exportations. La demande intérieure n'a pas encore pris le relais, malgré l'émergence d'une classe moyenne (le salaire mensuel d'un ouvrier est passé de 50 à 270 euros entre 2000 et 2011). Les conteneurs qui sont actuellement expédiés vers l'Europe et les États-Unis (41 % des exportations chinoises) ont été commandés avant la crise ; le pays n'a donc pas encore été affecté par la situation en Europe, mais cela ne saurait tarder. Pour le célèbre Nouriel Roubini, enseignant à l'université de New York qui avait prévu la crise de 2008, la croissance chinoise pourrait n'être que de 5 % en 2013. Et pour les plus pessimistes, comme Albert Edwards, stratégiste chez SG Cross Asset Research (Société générale), elle tomberait même à 3 % dès 2012 : « Nous avons identifié un risque d'atterrissage brutal de la Chine comme l'un des principaux chocs possibles en 2012. »

Le niveau d'endettement élevé – mais masqué – du pays peut alimenter ces craintes. La banque britannique Standard Chartered l'estime non pas à son taux officiel de 20 % du PIB, mais à 68 %, en y intégrant les dettes des agences financières régionales chinoises. Un chiffre qui monte à 85 % si l'on ajoute l'endettement des collectivités locales, des chemins de fer et des banques publiques…

AFRIQUE **GARE À LA CONTAGION !**

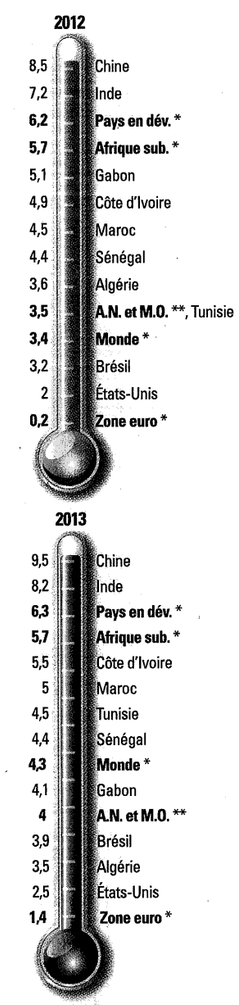
En ces temps troublés pour l'économie mondiale, dont le PIB devrait malgré tout progresser de 3,2 % en 2012, selon l'OCDE, l'Afrique, en dépit de ses 6 % de croissance attendus, ne sera pas épargnée. « Au sud du Sahara, l'UE représente en moyenne 30 % des exportations, et les pays les plus dépendants sont le Cap-Vert (94 %), le Mozambique (61 %) et le Cameroun (55 %) », estime Richard Fox, de Fitch.

Pour les pays du Maghreb et l'Égypte, l'impact sera plus fort. « En 2011, le nombre de touristes européens a baissé de 80 % en Égypte, de 40 % en Tunisie et au Maroc. C'est considérable pour un pays comme le Maroc, dont le secteur touristique représentait 5 milliards d'euros de revenus en 2010 », indique Camille Sari. Autre canal de transmission de la crise au Maghreb : les transferts d'argent des émigrés, qui, au Maroc, représentent 6 milliards d'euros chaque année. « En Espagne et en Italie, continue Camille Sari, le niveau du chômage et la crise poussent beaucoup de Maghrébins à rentrer au pays : sur les 800 000 Marocains résidant en Espagne il y a trois ans, pas moins de 284 000 sont revenus dans le royaume. C'est à la fois une perte et un poids pour l'économie. »

Le continent sera également affecté par le biais des banques européennes, dont les prêts représentent 82 % de ceux accordés aux économies africaines, soit 380 milliards d'euros (contre 50 % •••

Perspectives de croissance

(en %)



** Moyenne*
*** Afrique du Nord et Moyen Orient (moyenne)*

SOURCES : BANQUE MONDIALE, OCDE

CONJONCTURE MONDIALE

Sombre scénario

La zone euro se prépare à la récession, le modèle chinois est remis en question. Avec une croissance attendue de 6 % en 2012, **l'Afrique peut profiter de cette situation morose** pour se repositionner sur l'échiquier économique.

CHRISTOPHE LE BEC

Les sommets de l'Union européenne (UE) se succèdent, sans parvenir à rassurer les marchés. Ni le renforcement – de 440 milliards à 1 000 milliards d'euros – du Fonds européen de stabilité financière (FESF, destiné à jouer les pompiers auprès des pays en difficulté), ni l'adoption, le 9 décembre à Bruxelles, de règles budgétaires communes aux 17 États de la zone euro ne semblent suffisants.

À peine ce dernier accord était-il annoncé que l'agence américaine de notation Moody's déplorait « l'absence de mesures décisives pour stabiliser les marchés à court terme », laissant entendre que la France, mais aussi les Pays-Bas ou l'Allemagne ne sont plus à l'abri d'une dégradation de leur fameux « AAA » qui leur permet d'emprunter à des taux bas. Une dégradation qui grèverait encore plus leur marge de manœuvre pour relancer leurs économies.



ÉLODIE GREGOIRE/REA

▲ **La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, au sommet européen de Bruxelles du 9 décembre.**

EUROPE **CROISSANCE GELÉE**

Selon la plupart des analystes, la messe est dite : « Si l'Europe n'est pas encore en récession fin 2011, tous les baromètres indiquent qu'elle y entrera au premier trimestre 2012 », estime Paul-Harry Aithnard, directeur de la recherche du groupe Ecobank. Pour lui, l'année qui vient marquera « le début d'une décennie de stagnation des économies européennes, à l'image de celle qu'a connue l'Asie du Sud-Est en 1997 ». Or la crise de cette dernière avait divisé par trois les crédits accordés, fait exploser l'inflation et entraîné une récession dramatique (– 13,1 % en Indonésie et – 10,5 % en Thaïlande en 1998).

L'économiste marocain Camille Sari, spécialiste en finance internationale, n'est guère plus optimiste : « On est entré dans un cercle vicieux : chaque sommet européen promet plus de rigueur, mais les mesures adoptées ne peuvent pas avoir d'effet à court terme, donc ne rassurent pas les marchés. En revanche, elles risquent d'avoir un effet négatif sur la consommation, déjà en stagnation depuis l'été, et sur les investissements des entreprises. Il ne faudra pas grand-chose pour que la zone euro bascule. » Signe qui ne trompe pas, le chômage a recommencé à monter depuis juin 2011 dans l'union monétaire, alors qu'il était stable (autour de 10 %) depuis juin 2009.

Personne ne croit plus au 1,8 % de croissance annoncé pour la zone euro en 2012 par le Fonds monétaire international (FMI) en octobre. Les chiffres de l'institution de Bretton Woods ont fondu comme neige au soleil : début décembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne prévoyait plus que 0,2 % de croissance pour les 17 pays de la zone.

La Chine, usine du monde, reste très dépendante de ses exportations. La demande intérieure n'a pas encore pris le relais, malgré l'émergence d'une classe moyenne (le salaire mensuel d'un ouvrier est passé de 50 à 270 euros entre 2000 et 2011). Les conteneurs qui sont actuellement expédiés vers l'Europe et les États-Unis (41 % des exportations chinoises) ont été commandés avant la crise ; le pays n'a donc pas encore été affecté par la situation en Europe, mais cela ne saurait tarder. Pour le célèbre Nouriel Roubini, enseignant à l'université de New York qui avait prévu la crise de 2008, la croissance chinoise pourrait n'être que de 5 % en 2013. Et pour les plus pessimistes, comme Albert Edwards, stratégiste chez SG Cross Asset Research (Société générale), elle tomberait même à 3 % dès 2012 : « Nous avons identifié un risque d'atterrissage brutal de la Chine comme l'un des principaux chocs possibles en 2012. »

Le niveau d'endettement élevé – mais masqué – du pays peut alimenter ces craintes. La banque britannique Standard Chartered l'estime non pas à son taux officiel de 20 % du PIB, mais à 68 %, en y intégrant les dettes des agences financières régionales chinoises. Un chiffre qui monte à 85 % si l'on ajoute l'endettement des collectivités locales, des chemins de fer et des banques publiques…

CHINE **LÉGER REFROIDISSEMENT**

Tous les regards sont désormais braqués sur la Chine, qui tire jusqu'à présent l'économie mondiale (9,5 % de croissance en 2011). « Nous prévoyons une réduction de la croissance chinoise à 8 %, mais pas un atterrissage brutal », anticipe Paul-Harry Aithnard. Un chiffre avancé aussi par Richard Fox, analyste à l'agence de notation Fitch : « L'empire du Milieu saura faire preuve d'une bonne adaptabilité, en alliant comme à son habitude dirigisme et décentralisation, tout en maîtrisant l'inflation. »

Mais les derniers chiffres de la production industrielle chinoise, qui progresse moins vite (+ 12,4 % en novembre, le niveau le plus bas en deux ans), ont refroidi les ardeurs de certains analystes, pour qui le pays a atteint un palier de croissance. La banque britannique HSBC relève « une demande intérieure qui faiblit et une demande extérieure qui ne peut que baisser ».

AFRIQUE **GARE À LA CONTAGION !**

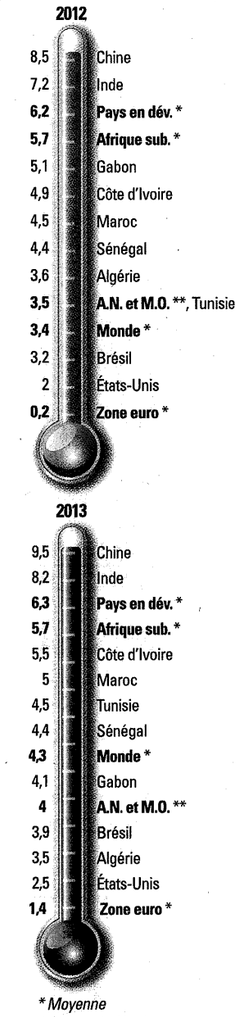
En ces temps troublés pour l'économie mondiale, dont le PIB devrait malgré tout progresser de 3,2 % en 2012, selon l'OCDE, l'Afrique, en dépit de ses 6 % de croissance attendus, ne sera pas épargnée. « Au sud du Sahara, l'UE représente en moyenne 30 % des exportations, et les pays les plus dépendants sont le Cap-Vert (94 %), le Mozambique (61 %) et le Cameroun (55 %) », estime Richard Fox, de Fitch.

Pour les pays du Maghreb et l'Égypte, l'impact sera plus fort. « En 2011, le nombre de touristes européens a baissé de 80 % en Égypte, de 40 % en Tunisie et au Maroc. C'est considérable pour un pays comme le Maroc, dont le secteur touristique représentait 5 milliards d'euros de revenus en 2010 », indique Camille Sari. Autre canal de transmission de la crise au Maghreb : les transferts d'argent des émigrés, qui, au Maroc, représentent 6 milliards d'euros chaque année. « En Espagne et en Italie, continue Camille Sari, le niveau du chômage et la crise poussent beaucoup de Maghrébins à rentrer au pays : sur les 800 000 Marocains résidant en Espagne il y a trois ans, pas moins de 284 000 sont revenus dans le royaume. C'est à la fois une perte et un poids pour l'économie. »

Le continent sera également affecté par le biais des banques européennes, dont les prêts représentent 82 % de ceux accordés aux économies africaines, soit 380 milliards d'euros (contre 50 % •••

Perspectives de croissance

(en %)



** Moyenne*
*** Afrique du Nord et Moyen Orient (moyenne)*

SOURCES : BANQUE MONDIALE, OCDE

CONJONCTURE MONDIALE

Sombre scénario

La zone euro se prépare à la récession, le modèle chinois est remis en question. Avec une croissance attendue de 6 % en 2012, **l'Afrique peut profiter de cette situation morose** pour se repositionner sur l'échiquier économique.

CHRISTOPHE LE BEC

Les sommets de l'Union européenne (UE) se succèdent, sans parvenir à rassurer les marchés. Ni le renforcement – de 440 milliards à 1 000 milliards d'euros – du Fonds européen de stabilité financière (FESF, destiné à jouer les pompiers auprès des pays en difficulté), ni l'adoption, le 9 décembre à Bruxelles, de règles budgétaires communes aux 17 États de la zone euro ne semblent suffisants.

À peine ce dernier accord était-il annoncé que l'agence américaine de notation Moody's déplorait « l'absence de mesures décisives pour stabiliser les marchés à court terme », laissant entendre que la France, mais aussi les Pays-Bas ou l'Allemagne ne sont plus à l'abri d'une dégradation de leur fameux « AAA » qui leur permet d'emprunter à des taux bas. Une dégradation qui grèverait encore plus leur marge de manœuvre pour relancer leurs économies.



ÉLODIE GREGOIRE/REA

▲ La chancelière allemande Angela Merkel et le président français Nicolas Sarkozy, au sommet européen de Bruxelles du 9 décembre.

EUROPE **CROISSANCE GELÉE**

Selon la plupart des analystes, la messe est dite : « Si l'Europe n'est pas encore en récession fin 2011, tous les baromètres indiquent qu'elle y entrera au premier trimestre 2012 », estime Paul-Harry Aithnard, directeur de la recherche du groupe Ecobank. Pour lui, l'année qui vient marquera « le début d'une décennie de stagnation des économies européennes, à l'image de celle qu'a connue l'Asie du Sud-Est en 1997 ». Or la crise de cette dernière avait divisé par trois les crédits accordés, fait exploser l'inflation et entraîné une récession dramatique (– 13,1 % en Indonésie et – 10,5 % en Thaïlande en 1998).

L'économiste marocain Camille Sari, spécialiste en finance internationale, n'est guère plus optimiste : « On est entré dans un cercle vicieux : chaque sommet européen promet plus de rigueur, mais les mesures adoptées ne peuvent pas avoir d'effet à court terme, donc ne rassurent pas les marchés. En revanche, elles risquent d'avoir un effet négatif sur la consommation, déjà en stagnation depuis l'été, et sur les investissements des entreprises. Il ne faudra pas grand-chose pour que la zone euro bascule. » Signe qui ne trompe pas, le chômage a recommencé à monter depuis juin 2011 dans l'union monétaire, alors qu'il était stable (autour de 10 %) depuis juin 2009.

Personne ne croit plus au 1,8 % de croissance annoncé pour la zone euro en 2012 par le Fonds monétaire international (FMI) en octobre. Les chiffres de l'institution de Bretton Woods ont fondu comme neige au soleil : début décembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne prévoyait plus que 0,2 % de croissance pour les 17 pays de la zone.

CHINE **LÉGER REFROIDISSEMENT**

Tous les regards sont désormais braqués sur la Chine, qui tire jusqu'à présent l'économie mondiale (9,5 % de croissance en 2011). « Nous prévoyons une réduction de la croissance chinoise à 8 %, mais pas un atterrissage brutal », anticipe Paul-Harry Aithnard. Un chiffre avancé aussi par Richard Fox, analyste à l'agence de notation Fitch : « L'empire du Milieu saura faire preuve d'une bonne adaptabilité, en alliant comme à son habitude dirigisme et décentralisation, tout en maîtrisant l'inflation. »

Mais les derniers chiffres de la production industrielle chinoise, qui progresse moins vite (+ 12,4 % en novembre, le niveau le plus bas en deux ans), ont refroidi les ardeurs de certains analystes, pour qui le pays a atteint un palier de croissance. La banque britannique HSBC relève « une demande intérieure qui faiblit et une demande extérieure qui ne peut que baisser ».

La Chine, usine du monde, reste très dépendante de ses exportations. La demande intérieure n'a pas encore pris le relais, malgré l'émergence d'une classe moyenne (le salaire mensuel d'un ouvrier est passé de 50 à 270 euros entre 2000 et 2011). Les conteneurs qui sont actuellement expédiés vers l'Europe et les États-Unis (41 % des exportations chinoises) ont été commandés avant la crise ; le pays n'a donc pas encore été affecté par la situation en Europe, mais cela ne saurait tarder. Pour le célèbre Nouriel Roubini, enseignant à l'université de New York qui avait prévu la crise de 2008, la croissance chinoise pourrait n'être que de 5 % en 2013. Et pour les plus pessimistes, comme Albert Edwards, stratégiste chez SG Cross Asset Research (Société générale), elle tomberait même à 3 % dès 2012 : « Nous avons identifié un risque d'atterrissage brutal de la Chine comme l'un des principaux chocs possibles en 2012. »

Le niveau d'endettement élevé – mais masqué – du pays peut alimenter ces craintes. La banque britannique Standard Chartered l'estime non pas à son taux officiel de 20 % du PIB, mais à 68 %, en y intégrant les dettes des agences financières régionales chinoises. Un chiffre qui monte à 85 % si l'on ajoute l'endettement des collectivités locales, des chemins de fer et des banques publiques…

AFRIQUE **GARE À LA CONTAGION !**

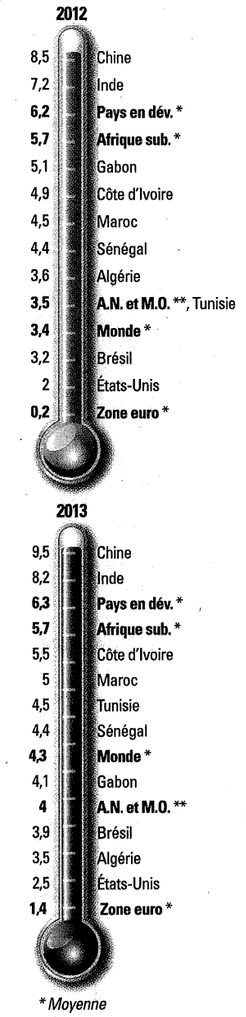
En ces temps troublés pour l'économie mondiale, dont le PIB devrait malgré tout progresser de 3,2 % en 2012, selon l'OCDE, l'Afrique, en dépit de ses 6 % de croissance attendus, ne sera pas épargnée. « Au sud du Sahara, l'UE représente en moyenne 30 % des exportations, et les pays les plus dépendants sont le Cap-Vert (94 %), le Mozambique (61 %) et le Cameroun (55 %) », estime Richard Fox, de Fitch.

Pour les pays du Maghreb et l'Égypte, l'impact sera plus fort. « En 2011, le nombre de touristes européens a baissé de 80 % en Égypte, de 40 % en Tunisie et au Maroc. C'est considérable pour un pays comme le Maroc, dont le secteur touristique représentait 5 milliards d'euros de revenus en 2010 », indique Camille Sari. Autre canal de transmission de la crise au Maghreb : les transferts d'argent des émigrés, qui, au Maroc, représentent 6 milliards d'euros chaque année. « En Espagne et en Italie, continue Camille Sari, le niveau du chômage et la crise poussent beaucoup de Maghrébins à rentrer au pays : sur les 800 000 Marocains résidant en Espagne il y a trois ans, pas moins de 284 000 sont revenus dans le royaume. C'est à la fois une perte et un poids pour l'économie. »

Le continent sera également affecté par le biais des banques européennes, dont les prêts représentent 82 % de ceux accordés aux économies africaines, soit 380 milliards d'euros (contre 50 % •••

Perspectives de croissance

(en %)



** Moyenne*
*** Afrique du Nord et Moyen Orient (moyenne)*

SOURCES : BANQUE MONDIALE, OCDE

••• en Asie et 66 % en Amérique latine). Une source de financement qui pourrait faire défaut à l'avenir, même si les banques chinoises ont accru leur présence. La première d'entre elles, Exim Bank of China, a ainsi prêté 51,6 milliards d'euros entre 2001 et 2011, soit plus que la Banque mondiale (42 milliards d'euros). Mais c'est encore peu par rapport aux montants européens.

Dernier impact de la conjoncture mondiale sur l'Afrique, mais finalement plutôt limité : celui des variations des prix des matières premières (90 % des exportations africaines vers l'Asie). Pour Paul-Harry Aithnard, le niveau élevé des prix de la plupart des produits miniers, alimentaires et agricoles ne sera pas remis en question : « Bien sûr, certains cours, comme ceux du cuivre, sont volatils ces derniers mois, en raison d'une spéculation importante. Mais à long terme, nous pensons que les prix des métaux de base resteront stables, portés par la demande du BTP chinois [malgré une crainte de bulle immobilière, NDLR]. Quant aux cours du café et du sucre, ils devraient être orientés à la hausse du fait de la forte demande et de la stabilisation des productions. Le pétrole devrait de son côté rester entre 75 et 110 dollars en 2012 [97 dollars le 14 décembre 2011], compte tenu du déséquilibre durable entre l'offre et une forte consommation tirée par les pays émergents. »

Si la crise de l'euro et l'éventuel ralentissement chinois ne sont donc pas – au premier abord – des bonnes nouvelles pour les Africains, reste que ceux-ci peuvent en profiter pour s'affranchir de l'Europe. « La crise de 1997 a obligé l'Asie du Sud-Est à restructurer son système bancaire, à développer ses échanges régionaux et à diversifier ses partenariats, rappelle Paul-Harry Aithnard. Gageons que cette conjoncture poussera l'Afrique à faire de même. » ●



ERALDO PERES/AP/SIPA

◀ **Chantier du stade de Brasília. Le Brésil accueillera la Coupe du monde de football en 2014. De quoi doper sa croissance ?**

Les autres Brics s'effritent

Outre la Chine, les économies émergentes du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de l'Afrique du Sud fléchissent à leur tour.

Albert Edwards, stratégiste reconnu chez SG Cross Asset Research (Société générale), fait le buzz depuis fin novembre. Son fait de gloire : avoir détourné l'acronyme Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine, devenu « Brics » avec un « S » pour « South Africa ») en un provocant « *Bloody Ridiculous Investment Concept* » ! « Les investisseurs veulent croire désespérément aux perspectives de croissance des Brics, car peu d'alternatives s'offrent à eux », dit-il. Et de pointer les performances à la baisse des cinq économies émergentes.

Pour le Brésil, le réveil est brutal. Au troisième trimestre 2011, la première économie d'Amérique latine a connu une croissance nulle, a indiqué le 6 décembre l'Institut brésilien de géographie et statistiques (IBGE). Le gouvernement table sur une progression du PIB de 3,5 % en 2011 – loin des 7,5 % enregistrés en 2010 – et mise pour cela sur son Programme d'accélération de la croissance, qui doit contribuer à réduire les coûts de production en relançant l'investissement public pour améliorer les infrastructures.

Avec une croissance de 4 % en 2012, la Russie ne fera guère mieux. Une tendance partagée par l'Afrique du Sud, avec 4,4 % l'an prochain. Plus intégrée à l'économie mondiale que les autres pays du continent, et donc plus sensible aux soubresauts conjoncturels, la première économie africaine se situera sous la moyenne continentale, de 6 % en 2012.

INFLATION. En Inde, le taux record de 10,4 % en 2010 laissera la place à une hausse du PIB de 7,2 % en 2012, la plus faible progression depuis 2004, pour rebondir à 8,2 % en 2013. Mais une inflation (10 % en 2011, contre 16 % en 2010) et un chômage endémiques demeureront les points noirs de cette économie. Les Indiens se montrent très prudents et affichent un taux d'épargne élevé, proche des 35 % du PIB. Et avec des marchés financiers fortement réglementés, le poids des investisseurs étrangers reste modeste au regard des besoins de financement du pays. D'une manière générale, l'économie indienne demeure très fermée, comme le démontre la tentative avortée du gouvernement, le 7 décembre, d'ouvrir le secteur de la distribution aux multinationales.

Faiblesses passagères ou réelles des Brics ? Ce qui est sûr, c'est qu'ils représentent maintenant 40 % de l'économie mondiale. ●

JEAN-MICHEL MEYER



BULLETIN D'ABONNEMENT

Oui **Je souhaite m'abonner à JEUNE AFRIQUE pour 59 €* au lieu de 89€**
(abonnement 6 mois : 22n° + 2n° doubles)
Autres zones : Europe : 79€ - Maghreb/CFA : 89€ - USA/Canada : 99€ - Reste du monde : 109€

MES COORDONÉES

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... Tél. .....
Email .....

PJA1211

*Tarif France par rapport au prix de vente en kiosque. Offre valable jusqu'au 31/01/2012.
Conformément à la loi informatique et liberté (art.34) vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant auprès du Groupe Jeune Afrique.

❒ J'offre cet abonnement à l'un de mes proches

COORDONNÉES DU BÉNÉFICIAIRE (Livré)

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom ..... Prénom .....
Adresse ..... Code postal ..... Ville .....
Pays ..... Tél. ..... Email .....

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR

❒ Chèque bancaire à l'ordre de SIFIJA
❒ Carte bancaire n°
└┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┴┘
❒ Visa ❒ Mastercard ❒ Amex
Date de validité └┴┴┴┘
Notez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte, près de la signature └┴┴┘
❒ Je souhaite recevoir une facture acquittée.

Date et signature :

COM&COM - Groupe Jeune Afrique
20, Avenue Édouard-Herriot
92350 Le Plessis-Robinson - France

jeuneafrique@cometcom.fr

www.laboutiquejeuneafrique.com
Code promo WJANOEL11

••• en Asie et 66 % en Amérique latine). Une source de financement qui pourrait faire défaut à l'avenir, même si les banques chinoises ont accru leur présence. La première d'entre elles, Exim Bank of China, a ainsi prêté 51,6 milliards d'euros entre 2001 et 2011, soit plus que la Banque mondiale (42 milliards d'euros). Mais c'est encore peu par rapport aux montants européens.

Dernier impact de la conjoncture mondiale sur l'Afrique, mais finalement plutôt limité : celui des variations des prix des matières premières (90 % des exportations africaines vers l'Asie). Pour Paul-Harry Aithnard, le niveau élevé des prix de la plupart des produits miniers, alimentaires et agricoles ne sera pas remis en question : « Bien sûr, certains cours, comme ceux du cuivre, sont volatils ces derniers mois, en raison d'une spéculation importante. Mais à long terme, nous pensons que les prix des métaux de base resteront stables, portés par la demande du BTP chinois [malgré une crainte de bulle immobilière, NDLR]. Quant aux cours du café et du sucre, ils devraient être orientés à la hausse du fait de la forte demande et de la stabilisation des productions. Le pétrole devrait de son côté rester entre 75 et 110 dollars en 2012 [97 dollars le 14 décembre 2011], compte tenu du déséquilibre durable entre l'offre et une forte consommation tirée par les pays émergents. »

Si la crise de l'euro et l'éventuel ralentissement chinois ne sont donc pas – au premier abord – des bonnes nouvelles pour les Africains, reste que ceux-ci peuvent en profiter pour s'affranchir de l'Europe. « La crise de 1997 a obligé l'Asie du Sud-Est à restructurer son système bancaire, à développer ses échanges régionaux et à diversifier ses partenariats, rappelle Paul-Harry Aithnard. Gageons que cette conjoncture poussera l'Afrique à faire de même. » ●



ERALDO PERES/AP/SIPA

◀ **Chantier du stade de Brasília. Le Brésil accueillera la Coupe du monde de football en 2014. De quoi doper sa croissance ?**

Les autres Brics s'effritent

Outre la Chine, les économies émergentes du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de l'Afrique du Sud fléchissent à leur tour.

Albert Edwards, stratégiste reconnu chez SG Cross Asset Research (Société générale), fait le buzz depuis fin novembre. Son fait de gloire : avoir détourné l'acronyme Bric (Brésil, Russie, Inde, Chine, devenu « Brics » avec un « S » pour « South Africa ») en un provocant *« Bloody Ridiculous Investment Concept »* ! « Les investisseurs veulent croire désespérément aux perspectives de croissance des Brics, car peu d'alternatives s'offrent à eux », dit-il. Et de pointer les performances à la baisse des cinq économies émergentes.

Pour le Brésil, le réveil est brutal. Au troisième trimestre 2011, la première économie d'Amérique latine a connu une croissance nulle, a indiqué le 6 décembre l'Institut brésilien de géographie et statistiques (IBGE). Le gouvernement table sur une progression du PIB de 3,5 % en 2011 – loin des 7,5 % enregistrés en 2010 – et mise pour cela sur son Programme d'accélération de la croissance, qui doit contribuer à réduire les coûts de production en relançant l'investissement public pour améliorer les infrastructures.

Avec une croissance de 4 % en 2012, la Russie ne fera guère mieux. Une tendance partagée par l'Afrique du Sud, avec 4,4 % l'an prochain. Plus intégrée à l'économie mondiale que les autres pays du continent, et donc plus sensible aux soubresauts conjoncturels, la première économie africaine se situera sous la moyenne continentale, de 6 % en 2012.

INFLATION. En Inde, le taux record de 10,4 % en 2010 laissera la place à une hausse du PIB de 7,2 % en 2012, la plus faible progression depuis 2004, pour rebondir à 8,2 % en 2013. Mais une inflation (10 % en 2011, contre 16 % en 2010) et un chômage endémiques demeureront les points noirs de cette économie. Les Indiens se montrent très prudents et affichent un taux d'épargne élevé, proche des 35 % du PIB. Et avec des marchés financiers fortement réglementés, le poids des investisseurs étrangers reste modeste au regard des besoins de financement du pays. D'une manière générale, l'économie indienne demeure très fermée, comme le démontre la tentative avortée du gouvernement, le 7 décembre, d'ouvrir le secteur de la distribution aux multinationales.

Faiblesses passagères ou réelles des Brics ? Ce qui est sûr, c'est qu'ils représentent maintenant 40 % de l'économie mondiale. ●

JEAN-MICHEL MEYER



BULLETIN D'ABONNEMENT

Oui **Je souhaite m'abonner à JEUNE AFRIQUE pour 59 €* au lieu de 89€**
(abonnement 6 mois : 22n° + 2n° doubles)
Autres zones : Europe : 79€ - Maghreb/CFA : 89€ - USA/Canada : 99€ - Reste du monde : 109€

MES COORDONÉES

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... Tél. .....
Email .....

PJA1211

*Tarif France par rapport au prix de vente en kiosque. Offre valable jusqu'au 31/01/2012. Conformément à la loi informatique et liberté (art.34) vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant auprès du Groupe Jeune Afrique.

❒ J'offre cet abonnement à l'un de mes proches

COORDONNÉES DU BÉNÉFICIAIRE (Livré)

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.
Nom ..... Prénom .....
Adresse ..... Code postal ..... Ville .....
Pays ..... Tél. ..... Email .....

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR

❒ Chèque bancaire à l'ordre de SIFIJA
❒ Carte bancaire n°
❒ Visa ❒ Mastercard ❒ Amex
Date de validité ⌊_⌊_⌊_⌊_
Notez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte, près de la signature ⌊_⌊_⌊_
❒ Je souhaite recevoir une facture acquittée.

Date et signature :

COM&COM - Groupe Jeune Afrique
20, Avenue Édouard-Herriot
92350 Le Plessis-Robinson - France

jeuneafrique@cometcom.fr

www.laboutiquejeuneafrique.com
Code promo WJANOEL11